

D 57 ARGENTINE: LES EVENEMENTS DU DIOCESE DE LA RIOJA

Le 26 août 1972, la police procédait à l'arrestation des PP. Antonio Gill et Enri Praolini. Appartenant au diocèse de La Rioja, ville de l'intérieur du pays située à 1.200 km de Buenos-Aires, ces deux prêtres exerçaient leur ministère dans cette capitale de la province. Un militant chrétien laïc était également arrêté peu de temps après.

Ces détentions s'inscrivent dans le cadre d'une campagne dirigée par le gouvernement contre les évêques, les prêtres et les chrétiens travaillant à l'évangélisation dans une ligne pastorale de libération.

L'intervention de l'évêque du diocèse, Mgr Enrique Angelelli, fut nette et déterminante; il était en effet parfaitement conscient que, dans cette campagne de persécution, les victimes en étaient aujourd'hui ces personnes, mais que son véritable objectif était l'Eglise. Cette campagne a pour but de combattre une ligne pastorale précise, celle qui va dans le sens des orientations du Concile Vatican II, de Medellin et du document de San Miguel, approuvé en 1969 par l'épiscopat argentin.

Aux dires de la police, l'arrestation des deux prêtres et du militant Illanez fait suite à une perquisition effectuée par la police locale à La Ramadita, lieu-dit situé à 25 km de la capitale de la province. Là, toujours selon sa propre version, la police aurait trouvé des tracts (500) de l'ERP (Armée Révolutionnaire du Peuple), un groupe armé d'inspiration marxiste. Elle aurait également trouvé des explosifs.

La police confisqua les tracts et procéda à l'arrestation immédiate du P. Praolini. Arrestation qui se déroula sur la voie publique et de façon spectaculaire. Le P. Praolini n'exerçait pas son ministère dans la région de La Ramadita. Son arrestation est due au fait qu'il avait prêté sa voiture au P. Gill, chargé pastoralement de la zone où se trouve ce lieu-dit.

Le lendemain, 27 août, le P. Antonio Gill est convoqué à la Police Fédérale. Il s'y rend en compagnie de l'évêque Angelelli, et après une longue conversation, il s'entend dire qu'il peut s'en aller, mais qu'il doit revenir le lendemain car le juge fédéral de la "justice anti-subversive" (justice politique créée par le régime) serait là pour recevoir sa déposition.

Le jour suivant, l'évêque et le prêtre se présentent comme convenu; ils constatent que le juge de la "justice spéciale" n'est pas là. La police fédérale invite le prêtre à l'accompagner à La Ramadita pour vérification. La même invitation est faite à l'évêque; mais celui-ci ne pouvant les accompagner, il est décidé qu'ils se retrouveront au siège de la Police Fédérale après la dite vérification. Au bout d'un certain temps, Mgr Angelelli revient au siège de la police; il constate alors que le P. Gill n'est pas allé à La Ramadita, mais qu'il a été arrêté et mis au secret. C'est à partir de cette date que le P. Antonio Gill et le P. Praolini restent au secret pendant dix jours.

La situation dans laquelle vit l'Argentine est celle de l'arbitraire juridique; elle est significative d'un pays où n'existe plus aucune garantie constitutionnelle ou légale. Un tribunal "légal" a été institué au bénéfice d'un pouvoir politique discriminatoire.

Le juge de la Justice Spéciale à La Rioja

Le juge César Black vint de Buenos-Aires pour l'instruction des prévenus. Les avocats de ces derniers déposèrent aussitôt un recours d'"habeas corpus"; mais ils furent traités sans considération aucune et reçus dans le hall de la police fédérale. Il faut signaler ici que le juge s'installa dans les dépendances de la police fédérale, mais qu'il resta sous juridiction de l'Armée,

selon la nouvelle réglementation des forces répressives appelées "forces de l'ordre". Ce fait est très important, car c'est l'époque où l'Armée de Terre et les Forces Armées en général dirigent une campagne de "persécution idéologique", en utilisant tous les moyens (illicites) à leur portée, contre les chrétiens qui ont pris au sérieux le renouveau de l'Eglise et qui s'engagent aux côtés du peuple.

Déroulement de l'opération en dehors de la juridiction locale

Toutes les forces de "l'ordre" ont été mobilisées pour une vaste opération atteignant toutes les régions de la province de La Rioja. Opération faisant partie d'un plan mis en application pour justifier les arrestations arbitraires d'ordre essentiellement politique.

Dans une solidarité entière avec le peuple, avec les prêtres arrêtés et avec le militant chrétien Illanez, l'évêque de La Rioja eut une entrevue avec le gouverneur de la province, M. Luchessi, au cours de laquelle il lui demanda des explications sur le déroulement des événements. Ainsi qu'il l'avait déjà déclaré à la presse, le gouverneur lui répéta que ces arrestations avaient été opérées en dehors du cadre de sa juridiction; elles relevaient de celle de la justice anti-subversive, dont la compétence s'étend parallèlement à la justice de la province et à la justice fédérale ordinaire.

Une demande d'"habeas-corpus" déposée par l'évêque de La Rioja fut repoussée par le juge fédéral qui se déclara incompétent dans un tel "cas" relevant du "tribunal anti-subversif", c'est-à-dire de la justice politique.

La présence du juge Black, du "tribunal anti-subversif", à La Rioja

Habituellement, les détenus sont immédiatement transférés à la capitale fédérale de la République pour y être mis à la disposition des juges "spéciaux". Dans le cas présent et à la date du 11 septembre, le P. Gill et le jeune Illanez étaient toujours incarcérés au siège de la police fédérale de La Rioja.

C'est en effet le juge principal qui est venu en personne sur les lieux du conflit; c'est lui également qui fait l'instruction du procès. Un fait attire l'attention: par son refus d'accepter la présence de l'avocat de la défense, le juge cherche, dès le début des interrogatoires, à faire pression sur le prêtre arrêté pour qu'il avoue "s'être servi de son sacerdoce pour inciter les jeunes à la violence et à la subversion". Le P. Gill est ainsi obligé d'assurer sa propre défense: il s'élève vigoureusement contre les accusations qui lui sont faites; il se refuse à répondre aux questions qui sortent du domaine de l'instruction judiciaire; et il dénonce l'existence de mobiles étrangers à la cause en phase d'instruction.

L'instruction terminée, les avocats sont autorisés à rencontrer leur client, après qu'ils se soient d'abord vus refuser leur présence, puis accorder le délai légal de 24h (dans le cas présent, la loi est appliquée) pour déposer un recours en nullité au vu des contradictions flagrantes de la justice durant la phase d'instruction.

À la recherche du juge spécial

Les avocats eurent bien du mal à présenter leur recours en nullité. En effet, M. César Black, le "juge spécial" venu de Buenos-Aires, était introuvable à La Rioja. Les avocats se virent dans l'obligation de recourir à un notaire pour certifier que leur demande avait été faite dans les délais prévus par la loi. Au cours des recherches faites pour retrouver le juge, on le découvrit finalement dans un restaurant du centre, le "Sussex", en compagnie du lieutenant-colonel Lavallos, commandant du régiment local.

Après avoir reçu le recours, le juge déclara aux avocats de la défense qu'il lui fallait se rendre immédiatement à Buenos-Aires et qu'il leur ferait parvenir la réponse par le courrier. La centralisation n'est pas seulement d'or-

dre économique, mais aussi politique; et, dans le cas présent, la justice est dépendante des décisions de la capitale. Les provinces de l'Argentine ne peuvent accorder aucune garantie à leurs citoyens, en raison de la création de ce tribunal spécial.

La libération du P. Praolini. Le décret de prison préventive contre le P. Gill et Illanez

Entretiens, le P. Enri Praolini se voit libéré pour défaut d'accusation. Quant au P. Gill et au jeune Illanez, ils se voient appliquer la mesure de prison préventive et l'ordre de leur transfert à Buenos-Aires est donné. Mais l'incertitude demeure de savoir "quand et comment" aura lieu le transfert.

Des mesures arbitraires sont prises par la police fédérale concernant les visites auxquelles ils ont droit. De plus, fait inhabituel, l'autorisation de leur porter la communion doit être sollicitée auprès de la police fédérale par l'intermédiaire des avocats de la défense.

La convocation du peuple chrétien et de l'ensemble du peuple de La Rioja

Avant de rapporter les faits qui se déroulent par la suite, et afin de mieux mesurer leur signification et leur portée, il convient de rappeler que La Rioja possède "un embryon d'histoire nationale" de haute signification et qui illustre le grand dilemme argentin d'aujourd'hui: devenir une "nation" ou rester une "colonie". Embryon formé dans la lutte des meneurs (caudillos) argentins régionaux qui, à La Rioja, s'appellent CHACHO PENALOZA, FACUNDO QUIROGA et FELIPE VARELA.

L'autre élément fondamental dont la connaissance est nécessaire pour saisir le sens et la portée de la "convocation" de l'évêque de La Rioja, Mgr Enrique Angelelli, est l'événement populaire par lequel s'exprime la fusion de l'histoire du peuple avec sa foi chrétienne, et qui se réalise chaque année, le 31 décembre à midi, au son des cloches sonnant à toute volée: le TINCKUNACO.

Le "Tinckunaco" (mot qui signifie "rencontre" ou "retrouvailles") est une procession qui fait de rencontrer, d'un côté la statue de l'Enfant-Jésus - revêtue des habits de maire de la ville, accompagnée du "Grand Inca" et des "Allis", pendant que l'on joue sur un tambour caractéristique et que l'on chante le Tinckunaco qui exprime en même temps ce mélange d'histoire et de foi ainsi que le cri de souffrance et d'espoir de l'indien et créole; de l'autre côté la statue de Saint Nicolas - patron du diocèse et de la province, à la peau brune, revêtu des ornements d'évêque, accompagné du "Grand Lieutenant" et des lieutenants "promesantes" ainsi que par tout le peuple. Arrivé devant le Palais du Gouverneur, le peuple de La Rioja fait trois genuflexions rituelles devant l'Enfant-maire, en signe de reconnaissance de son caractère de Dieu et de chef, et en signe de consécration pour la nouvelle année; le peuple exprime ainsi son désir de marcher en compagnie de l'Enfant durant tous les jours de l'année qui va commencer. Cette rencontre est l'expression d'une réalité profonde, car c'est dans la personne de l'Enfant-maire que se concrétise la fusion de la race indienne et de la race espagnole et que se manifeste le souci des gens de marcher ensemble dans le sens de la construction de l'histoire et dans la fidélité au "pacte" scellé solennellement dans ce "Tinckunaco".

Le rappel de cette toile de fond était nécessaire pour comprendre la portée religieuse et politique de la convocation extraordinaire de l'évêque de La Rioja à une célébration du "Tinckunaco" en dehors de la date habituelle.

Un moment décisif dans l'histoire de La Rioja et de l'Argentine

La Rioja est l'une des nombreuses provinces de l'intérieur du pays à former la triste "banlieue" de la "métropole" qu'est Buenos-Aires. "L'intérieur" de l'Argentine, auquel on n'a jamais permis de se développer et de se libérer,

de sorte qu'il continue à être le fournisseur de la capitale fédérale. "L'intérieur", qui n'a pas droit à la parole depuis cent ans, depuis l'époque où disparurent les "caudillos" régionaux.

L'arrestation des prêtres et du militant chrétien Illanex constitue un élément supplémentaire à verser au dossier du climat de persécution dans lequel vivent les habitants de La Rioja qui voudraient s'en prendre une fois pour toutes aux causes profondes du retard régional et de la dépendance interne ou externe.

La situation qu'affrontent le peuple et l'Eglise de La Rioja, dans ses aspects économiques, sociaux et politiques, est la même que celle dont souffre le pays dans son ensemble. Aussi, le geste de l'évêque Angelelli, des prêtres et de la communauté chrétienne ainsi que du peuple tout entier, est-il un moment du cri du peuple argentin luttant pour ne pas demeurer une colonie et rester sous la domination, dans la dépendance et dans l'appauvrissement.

L'appel au gouvernement de la province et à la justice régionale.

Au moment des arrestations, l'évêque convoque l'ensemble des prêtres du diocèse. Ils délibèrent durant toute la journée du 30 août sur la situation. Les religieuses et les communautés chrétiennes se réunissent de leur côté avec le même objectif.

A 19 h 30, les prêtres de La Rioja se rendent à la cathédrale en compagnie de l'évêque, ainsi que la population convoquée à l'improviste. A l'intérieur du temple, après avoir revêtus les ornements liturgiques, ils font une célébration de la Parole. Quand celle-ci est terminée, deux jeunes viennent présenter l'offrande du pain et du vin qu'ils déposent sur l'autel. L'évêque s'adresse alors au peuple présent à l'assemblée pour leur annoncer que, durant l'absence de deux des prêtres du presbytérium détenus de façon injuste, l'Eucharistie ne sera pas célébrée. Il demande au peuple de continuer à prier jusqu'à minuit devant le Saint-Sacrement exposé.

Aussitôt après sa déclaration, l'évêque se rend en compagnie des prêtres au Palais du Gouverneur pour s'entretenir avec M. Luchessi. Au cours de l'entretien, ils lui font ressortir que, en tant que chef de La Rioja, c'est lui qui assume la pleine responsabilité du respect des droits les plus élémentaires de la personne humaine, droits actuellement violés. "Comme peuple de La Rioja, déclare l'évêque, nous avons l'impression de vivre dans une province sous l'occupation. Nous vous reconnaissons comme le représentant du peuple".

Au sortir du Palais du Gouverneur, à 21,30 h, le groupe se dirige vers le Palais de Justice. Là, face aux juges du Tribunal Supérieur, réunis sur la demande expresse de l'évêque et des prêtres, ceux-ci déclarent: "Nous venons à vous comme à nos juges"; "nous vous demandons d'assumer votre entière responsabilité de citoyens et de juges de La Rioja, pour la défense et le respect des droits de la justice, aujourd'hui violés". Les juges gardent le silence, embarrassés qu'ils sont par le problème soulevé et par le conflit qui pourrait surgir entre eux et les "tribunaux spéciaux", expression politique de la justice du gouvernement central. Devant le silence des juges, le groupe déclare: "Votre silence nous fait comprendre que les juges doivent parler peu et penser beaucoup pour agir correctement; nous espérons que votre silence vous aidera à prendre les décisions qui s'imposent".

Puis l'évêque et les prêtres retournent à la cathédrale pour continuer à prier avec le peuple rassemblé.

La signification de ces événements

Dans le contexte de La Rioja et du pays, les démarches d'un évêque de "l'intérieur", de son clergé et de la population locale se revêtent d'une grande signification. En posant ce geste, l'Eglise locale assume pour son propre compte

la tradition des "caudillos" régionaux qui vit dans le sang d'un peuple décidé à ne pas se laisser faire et à refuser la centralisation de la capitale fédérale; par le biais d'une coterie militaire transformée en parti politique, la capitale cherche à imposer à tout prix, par la répression et la torture, ses objectifs politiques de continuation des privilèges, que ceux-ci soient des privilèges de classes, ou des grands centres métropolitains du pays, ou des intérêts internationaux au service desquels se trouve l'anti-peuple d'Argentine.

Ce geste est celui du fédéralisme et de la libération des zones de l'intérieur; c'est l'Eglise qui le pose aujourd'hui à partir de la vie du peuple et dans sa portée historique et chrétienne.

La convocation extraordinaire du "Tinckunaco"

C'est dans ce contexte que l'évêque de La Rioja procède à cette convocation par un "avis au public". Voici le texte de la convocation:

"Parce que le Seigneur m'a placé à la tête de l'Eglise de La Rioja;
"parce que j'ai entendu et compris la clameur de mon peuple auquel je dois
"de servir dans la fidélité et avec lequel je dois m'engager;
"et parce que de graves événements, lourds de souffrance et d'espérance,
"viennent de marquer la vie de La Rioja;
"Je te convoque, _____, Eglise de La Rioja, ainsi que tout homme
"de bonne volonté et tout le peuple de la ville, et je t'invite à renou-
"veler la Rencontre de Saint-Nicolas et de l'Enfant-maire, au cours du tra-
"ditionnel "Tinckunaco", et à prier Dieu notre Père pour La Rioja et la
"patrie, conscients que nous sommes d'être les protagonistes de notre destin.
"Je te convoque aujourd'hui, 1er septembre, à 4h de l'après-midi, devant
"le proche de notre cathédrale, sanctuaire de Saint-Nicolas. Ton évêque."

Par cette déclaration publique, l'évêque du diocèse donne toute sa signification à la convocation. Normalement, cette cérémonie du "Tinckunaco" ne se réalise que le 31 décembre. Mais parce que l'évêque sait ce que représente cette procession et parce qu'il demande au peuple de ne jamais se convertir en "anti-peuple", il exige la réalisation extraordinaire du "Tinckunaco".

La suite des événements

L'évêque fait connaître sa décision au gouverneur de la province. La procession est prévue dans ses formes rituelles et dans sa signification traditionnelle. Il s'agit donc d'un geste religieux. Le gouverneur donne des garanties pour sa réalisation, et il prend personnellement des mesures en ce sens. La police locale doit veiller à son déroulement normal.

La convocation est rendue publique par l'intermédiaire des communautés chrétiennes et par les hauts-parleurs des quartiers. Il convient de souligner que le journal "El Independiente" est le seul organe de presse de la ville à publier le texte de la convocation, au mépris des pressions officielles, comme il a l'habitude de le faire au sujet des événements concernant l'arrestation des prêtres.

Dans la matinée du 1er septembre, jour du "Tinckunaco", le gouverneur de la province reçoit la visite du lieutenant-colonel Lavallos, commandant de la garnison locale, qui lui transmet l'ordre reçu du 3e Corps d'Armée ayant à sa tête le général Alcides López Aufranc et qui interdit la réalisation de la cérémonie. A l'heure de midi du même jour, soit quatre heures avant le début de la procession, le gouverneur s'entretient personnellement avec l'évêque, et il lui communique la décision du Ministre de l'Intérieur; il lui demande également de faire porter la décision ministérielle à la connaissance du peuple par les moyens locaux de diffusion.

A partir de ce moment, la station radio du lieu LV4 (Radio Joaquín González)

et une voiture équipée d'un haut-parleur, avec un policier à son bord et au son de la marche de Saint Laurent, intimement le peuple à ne pas assister à la cérémonie. Les alentours de la cathédrale et les rues adjacentes sont garnies d'importantes forces de police pour empêcher les gens de constituer des groupes et les obliger à marcher deux par deux afin d'empêcher leur participation.

Seules les cloches de la cathédrale ne sont pas réduites au silence. Elles carillonnent trois fois pour appeler le peuple.

La procession

Puisque l'interdiction ne concerne pas l'intérieur de l'église, il est décidé de faire la procession dans la cathédrale au cours d'une messe concélébrée avec la multitude qui déborde de l'église.

Après la lecture de l'évangile, l'évêque s'adresse au peuple de La Rioja; il réaffirme la signification de la "Rencontre"; il dénonce l'injustice commise et invite le peuple à vivre dans la foi les récents événements.

L'évêque prend la décision de faire porter la statue de Saint-Nicolas sur le porche de la cathédrale sous la direction des "apôtres" traditionnels. Puis l'évêque demande que la statue de l'Enfant-maire soit placée sur le porche de l'église St François où elle est gardée. Il explique alors que, tant que le Ministère de l'Intérieur à Buenos-Aires interdira la réalisation du "Tinckunaco", Saint-Nicolas et l'Enfant-maire ne pourront se rencontrer. Après dix minutes d'exposition de la statue de Saint-Nicolas sur le porche, et après le chant traditionnel de l'hymne à Saint-Nicolas, le saint patron est ramené à l'intérieur du temple. Une Bible est déposée par l'évêque sur l'autel au nom des prêtres et de la communauté chrétienne, afin que tous puissent venir la signer et qu'elle soit ensuite portée aux détenus se trouvant à quelques centaines de mètres de la cathédrale derrière les barreaux du commissariat de la police fédérale. Mais il ne fut pas possible de leur remettre cette Bible, même après la demande faite au juge fédéral de la ville, car il fallait l'autorisation du juge spécial (tribunal anti-subversif), le Dr César Black, demeurant à Buenos-Aires. C'est du moins ce que déclara le juge fédéral de La Rioja.

La réunion des prêtres, des religieuses et des laïcs

Le diocèse n'arrêta pas son travail habituel. Bien au contraire, Le 4 septembre eut lieu à la Maison de la Culture une réunion des prêtres et des religieuses pour une réflexion théologique et pastorale sur le thème: "L'Eglise et le Monde aujourd'hui à La Rioja". Elle avait pour but de faire ressortir, à la lumière de la foi et de l'histoire locale, les appels destinés aux prêtres, aux religieuses et aux laïcs, et contenus dans la situation complexe mais porteuse d'espérance de La Rioja.

Des réunions parallèles de laïcs eurent lieu également, mais séparément, afin d'éviter la répression policière et de leur faire courir des risques de licenciement ou de sanctions administratives.

Nouvelles détentions

Le 5 septembre, deux militants chrétiens du Mouvement Rural, Carlos Dimarco et Rafael Sifré, sont arrêtés au village de Aminga, sous l'accusation de "branchement clandestin d'électricité". Ces arrestations relèvent de la même campagne d'intimidation. Dans le cas présent, c'est le Mouvement Rural Diocésain qui est visé: on cherche à intimider les paysans et à empêcher la réalisation de la Coopérative du travail CODETRAL, décidée par le gouvernement de la province et dont le siège se trouve dans le village en question.

L'attaque déclenchée contre ces militants et contre les paysans est destinée à empêcher la mise en oeuvre d'une solution visant à mettre un terme à l'exploitation qui règne depuis toujours et qui accorde à quelques personnes le

privilège de la possession de la terre et de la distribution de l'eau, que ce soit dans les latifundias, dans les minifundias, ou que ce soit dans le cas des terres "indivises" (sans titres de propriété).

La coopérative de travail CODETRA représente pour La Rioja une expérience, non seulement de solidarité et de vie communautaire, mais aussi d'une nouvelle conception plus chrétienne de la propriété. Mise en œuvre, elle serait un modèle de solution applicable à d'autres populations dans d'autres départements de la province, car elle permettrait de supprimer les terres improductives, d'augmenter la production par l'emploi des moyens techniques, et de coordonner la commercialisation des produits en confiant aux paysans la responsabilité de leur distribution et du contrôle des prix,

Le conflit de l'Eglise de La Rioja: une étape de la campagne déclenchée par le pouvoir politico-militaire contre l'Eglise conciliaire

L'information que nous venons de donner à partir du détonateur que constitue l'arrestation de deux prêtres et d'un militant chrétien, dépasse nettement le cadre d'une anecdote. Elle peut être caractérisée comme un nouveau pas dans la campagne systématique déclenchée par le pouvoir militaire contre une ligne pastorale déterminée, relevant du Concile Vatican II, de Medellin et de San Miguel.

Cette campagne d'intimidation, destinée à empêcher en Argentine la mise en place d'une pastorale de libération, est organisée de façon intelligente et planifiée.

Qui dirige cette campagne ?

Elle n'est ni élaborée ni menée par le gouvernement de la province. C'est évident dans le cas de La Rioja. Ses instigateurs en sont les Forces Armées, et, dans la plupart des cas, l'Armée de Terre et la Marine. Avant même de recevoir le communiqué du Ministère de l'Intérieur, le gouverneur Luchessi a reçu des ordres du commandement du 3e Corps d'Armée, c'est-à-dire du général Alcides López Aufranc. C'est le 21 août que ce général a rendu visite à La Rioja et qu'il a maintenu des contacts "de routine" avec les chefs militaires en poste à La Rioja. Et c'est le 26 du même mois que commencent les arrestations ainsi que les mensonges et salomnies jetés en pâture à l'opinion publique.

Avant d'en venir à la campagne déclenchée depuis quelque temps en Argentine, examinons encore le cas de La Rioja.

Quand la pastorale diocésaine commence à appliquer une ligne de libération, divers secteurs atteints "dans leurs intérêts" commencent à se mobiliser. En 1969, le "Document des Plaines de La Rioja", qui analysait la situation dramatique de cette région, représentait le cri de: "Nul ne vaut plus qu'un autre sur cette terre", selon l'expression d'un ancien "caudillo". Il faut ajouter à ce document trois autres déclarations consignées au terme de trois semaines pastorales. Il faut aussi ajouter les deux documents élaborés en réponse à l'affirmation du gouverneur Iribarren d'après lequel "l'Eglise se mêle de politique et de choses qui ne sont pas de sa compétence"; elle est accusée en l'occurrence de se laisser mener par "des forces de gauche". Ces documents s'intitulent: "L'Eglise de La Rioja parle" et "L'Eglise de la Rioja continue de parler".

La ligne directrice de ces déclarations est celle d'une option pastorale faite par l'Eglise diocésaine avec son évêque, ses prêtres et ses chrétiens: une pastorale de libération, vue à partir des pauvres et conformément au Concile, Medellin et San Miguel.

Cette définition provoqua logiquement les réactions de ceux qui voyaient leurs intérêts mis en jeu. Au lieu d'une Eglise considérée et utilisée comme garantie de leurs intérêts, ils découvraient une Eglise au service des pauvres

et prête à subir le même sort qu'eux. C'est à partir de ce moment que commencent à se produire des menaces dirigées contre les prêtres, les chrétiens et même l'évêque, dans le but de les amener à réviser leur ligne pastorale.

Ainsi peut-on classer dans cette catégorie les faits suivants: la résistance rencontrée auprès des patrons et des pouvoirs publics par les coopératives et les syndicats désireux de commencer leur travail; les menaces contre le syndicat de La Laja et contre le P. Ruiz à Olta; l'agression perpétrée contre le P. Pacheta et ses camarades de Santa Cruz (Famatina) attachés à défendre le peuple contre l'exploitation d'une tierce personne; la bombe déposée à Aminga au siège du Mouvement Rural pour l'empêcher de se développer et pour s'opposer à la naissance de la coopérative du travail CODETRAL; la campagne de diffamation dirigée contre les Petits Frères de l'Evangile à Suriyaco, et qui sont sous surveillance policière depuis qu'on les considère comme des "subversifs" et des "communistes"; la perquisition effectuée par des éléments des Forces Armées et sur l'ordre d'un ministre, au siège de la communauté de La Sierra de Los Quinteros, suspectée d'être une "école de guérilla"; la persécution dirigée contre les gens et les mouvements populaires; les calomnies dirigées continuellement contre l'évêque, contre des prêtres, des religieuses et des laïcs.

Il faut y ajouter: la suppression de la messe dominicale à la radio, grâce à laquelle l'évêque pouvait communiquer chaque semaine avec les populations les plus éloignées du diocèse; et le dernier fait en date: l'arrestation des PP. Praolini et Gill, ainsi que du jeune père de famille Carlos Illanez.

Tous ces faits, joints à d'autres, illustrent la campagne orchestrée de manière à cacher la grave situation dans laquelle se trouve la région et à faire taire une Eglise qui s'efforce de plus en plus de mettre en oeuvre une pastorale libératrice, en cheminant avec le peuple et en partant de sa vie.

Un réseau d'information

Toute cette campagne est alimentée par le travail continu des services de renseignements: Service d'Information de l'Etat (SIDE), Service de Renseignements de l'Armée (SIE) et Service de Renseignements de l'Armée de l'Air (SIA).

Non contents d'avoir à leur disposition quelques-uns des volumineux dossiers de la police, les responsables de ces services ont également des intérêts économiques dans "l'exploitation irrationnelle des terres", dans le contrôle de la distribution d'eau et autres activités "illicites". Les services d'information destinés à garantir la sécurité de l'Etat répondent donc aussi, à La Rioja comme dans le reste du pays, à des intérêts subalternes et particuliers.

Ces services sont sous la dépendance des Forces Armées, en particulier de l'Armée de Terre, étant donné la prépondérance de cette dernière sur les autres Armes. Dans le cas de La Rioja où un chef des Forces Armées est en fait le véritable gouverneur, il reçoit ses ordres et ses consignes des autorités militaires du 3e Corps d'Armée par-dessus le Ministère de l'Intérieur; et cela, bien que le commandant en chef des Forces Armées soit co-président.

Le but de l'opération: intimider l'Eglise

A La Rioja, le sens et le but de cette campagne d'intimidation et de dénigrement de l'Eglise sont clairs:

- 1) On cherche à neutraliser la capacité de dévouement et de service des religieuses, des militants chrétiens et des prêtres dans leur effort d'évangélisation
- 2) On cherche à affaiblir une "ligne pastorale" qui répond fidèlement au chemin officiellement tracé par l'Eglise à Vatican II, à Medellín et à San Miguel. Une "pastorale de libération" qui, à La Rioja, acquiert une valeur particulière et une force spéciale, en raison de la cohésion de la communauté chrétienne autour de son évêque qui vit véritablement avec son peuple;

3) Cette campagne est déclenchée parce qu'une telle "pastorale de libération", en Argentine comme dans l'ensemble de l'Amérique Latine, met en cause les "structures d'oppression" et le "projet national" qui maintient le peuple en esclavage (à La Rioja, cette réalité s'offre dans toute sa froideur). On cherche ainsi à faire dévier l'Eglise de son rôle libérateur.

Les étapes de cette campagne

On peut définir les principaux moments qui caractérisent cette opération:

- 1) Faire apparaître les prêtres, les chrétiens et les religieuses soucieux d'évangélisation et travaillant au milieu du peuple à sa prise de conscience, comme des "subversifs", des "guérilleros", des apôtres de la violence, etc;
- 2) Les faire apparaître comme séparés de la véritable "doctrine de l'Eglise", celle qui prêche "l'amour", "la paix", "l'unité", etc, en montrant qu'ils prêchent "la haine" et "la lutte armée" comme la seule issue possible, qu'ils fomentent la division, non seulement entre les citoyens, mais également entre les familles et dans les familles, etc. On peut vérifier l'existence de cette façon de procéder en analysant l'ensemble des affiches financées, distribuées et placardées dans tout le pays par les soins des services de renseignements;
- 3) Faire apparaître ces chrétiens, ces prêtres, ces religieuses et ces évêques comme des "marxistes";
- 4) Enfin, sans aucun scrupule, les diffamer au plan de la morale et de leurs comportements.

Les destinataires de cette campagne publicitaire

- 1) Ce sont en premier lieu, en Argentine, les importants secteurs des classes moyennes. Celles-ci, en effet, sont particulièrement sensibles aux valeurs de "l'amour", de "la paix", de "l'unité", etc. en raison de l'éducation reçue;
- 2) Ce sont ensuite les secteurs ecclésiastiques sensibles à ces mêmes valeurs des classes moyennes; ils ne perçoivent pas le caractère idéologique de cette campagne, car ils mettent ces valeurs d'amour, de paix et d'unité voulue par le Christ, sur le même plan que "la paix" et "l'unité" imposées par le régime. Ces mêmes secteurs cherchent à profiter de cette campagne de dénigrement pour empêcher l'adoption par l'Eglise d'une pastorale de libération, afin de maintenir le statu quo en neutralisant toute conversion dans le sens du Concile, de Medellin et de San Miguel;
- 3) Ce sont enfin les représentants diplomatiques des pays accrédités auprès de l'Argentine, en particulier le Nonce apostolique; cette campagne permet de créer un climat favorable à une plus grande "perméabilité" du Saint-Siège aux pressions exercées par le biais des ambassades de l'Argentine au Vatican et à Rome, et aux "rapports" faussés de certains évêques.

Tout ce qui vient d'être dit concerne l'ensemble de l'Argentine

Le problème n'est pas seulement celui de La Rioja. Bien qu'il ait bénéficié d'une application particulière dans cette province, il relève cependant d'une planification nationale...

(Suivent les descriptions des cas les plus saillants de ces dernières années: les PP. Carbone, Zarate, Rojas (Córdoba); l'évêque de Goya (Norma Morello); les trois prêtres de Rosario; les diocèses de Reconquista, de Santa Fé; l'évêque de Neuquen; le Mouvement des Prêtres pour le Tiers-Monde)

Un groupe de chrétiens
La Rioja, septembre 1972